Comment protéger les dépôts bancaires, les pensions et les paiements budgétaires de base ?

ROC40 · Q23 | 2026-11-21

Pour les gens ordinaires, la crainte la plus directe d'un changement de régime n'est souvent pas une institution abstraite, mais de savoir si l'argent du livret est toujours là, si la pension du mois prochain sera versée, si le financement des écoles et des hôpitaux sera interrompu. Une fois la panique financière déclenchée, les retraits massifs et la fuite des capitaux peuvent vider un système en quelques jours — et la panique naît souvent de rumeurs et d'incertitude, non d'une insolvabilité réelle.

Protéger les dépôts, les pensions et les paiements budgétaires de base n'est donc pas un « travail de nettoyage » à effectuer une fois la transition achevée, mais une promesse qui doit être honorée dès la première semaine de la période de transition. La possibilité d'honorer cette promesse dépend de trois choses : que les banques ouvrent comme d'habitude, que les pensions et les salaires soient versés comme d'habitude, et que l'argent du Trésor fasse l'objet d'une liste et d'un contrôle.

I. La protection des dépôts : d'abord stabiliser la confiance, puis parler de réforme

La première étape est une promesse publique, mise en œuvre immédiatement : les dépôts bancaires des résidents sont protégés, les dispositions de protection des dépôts de la période de transition restent en vigueur, et le mécanisme d'assurance des dépôts de l'ordre constitutionnel futur reprendra cette promesse. La promesse doit être précise — qui garantit, quels comptes sont couverts, à qui s'adresser en cas de problème. Une vague assurance que « l'État ne s'en désintéressera pas » ne rassure personne ; elle ne fait qu'alimenter les rumeurs.

La deuxième étape est de maintenir les banques en fonctionnement normal. Les agences, les systèmes de compensation et les paiements interbancaires ne doivent pas être interrompus pendant la transition ; les dirigeants de banque ne doivent pas s'enfuir avec les fonds, et les transferts importants et inhabituels font l'objet d'une déclaration et d'un examen temporaires. La ligne à tracer est la suivante : les contrôles visent les comportements de fuite des actifs, et non le

gel des retraits normaux des résidents ordinaires — geler les retraits normaux, c'est précisément créer la ruée bancaire qu'ils sont censés prévenir.

II. Les pensions et les salaires : une liste de paiements prioritaires

Les registres de versement des pensions et les comptes doivent être scellés sur place, affectés à leur usage propre, et jamais détournés. Une pension n'est pas une faveur du gouvernement, mais un droit que les résidents ont déjà payé ; toute disposition transitoire qui utiliserait les fonds de pension pour boucher d'autres trous perdrait immédiatement la confiance la plus large. Sont tout aussi prioritaires les salaires des fonctionnaires, des enseignants et du personnel médical — comme la vingt et unième question de cette série l'a déjà expliqué, les salaires versés à temps sont le signal le plus direct de la continuité administrative, et cette question cite cette conclusion.

L'exécution de la liste de paiements exige une double vérification et des registres publics : chaque paiement important est approuvé par deux personnes ou plus et laisse une trace, et l'état d'avancement des paiements budgétaires locaux est publié régulièrement. La transparence n'est pas pour les apparences, mais pour ne laisser aux rumeurs de ruée bancaire aucun point d'appui : lorsque les résidents peuvent voir que l'argent est bien versé à temps, la panique perd son combustible. Une fois des arriérés survenus, l'ordre de rattrapage et la méthode de traitement doivent aussi être annoncés à l'avance, afin d'éviter que des négociations au cas par cas ne créent de nouvelles injustices.

III. La continuité budgétaire : l'argent du Trésor doit faire l'objet d'une liste

Le Trésor central et les Trésors locaux doivent procéder à un inventaire, en face à face, au moment de la passation : espèces, comptes, créances et dettes, contrats en cours, chaque élément inscrit sur une liste de passation et confirmé par signature. Pendant la période de transition, les dépenses surprises, les cessions surprises d'actifs et la signature surprise de contrats à long terme sont interdits — sous quelque nom que ce comportement apparaisse, il s'agit d'une emprise sur les contribuables futurs.

La transparence budgétaire et l'audit indépendant doivent commencer dès le premier jour de la période de transition : où le budget de cette période a été dépensé, combien il en reste, et d'où viendra l'argent de la période suivante, tout cela doit faire l'objet de registres vérifiables. La fiabilité d'un plan de transition (voir les critères du sixième essai introductif) peut être jugée, en termes budgétaires, par l'un des indicateurs les plus exigeants : un plan qui peut dire d'où vient l'argent et où il va mérite confiance.

IV. Les institutions à long terme : des promesses d’urgence à des règles crédibles

Les promesses d’urgence ne peuvent qu’acheter du temps ; la confiance à long terme exige des institutions : une banque centrale indépendante et des organismes de supervision financière, des dispositions législatives pour l’assurance des dépôts, et une décentralisation budgétaire fondée sur des règles. La répartition des pouvoirs budgétaires entre le centre et les localités est le thème de la trente-deuxième question de cette série, que cette question cite par avance sans la développer — mais un principe peut être posé d’abord : la décentralisation doit s’accompagner d’audit et de transparence, sinon la décentralisation devient un prétexte à la rétention locale.

Les options institutionnelles des textes modèles des Sept Lois relatives à la protection de la propriété et à la transparence budgétaire (lois modèles proposées, non des lois en vigueur) peuvent servir de point de départ à la discussion, mais elles ne peuvent pas être citées directement comme des lois déjà en vigueur. Les droits des résidents à connaître et à superviser les questions budgétaires doivent finalement être confirmés par une législation relevant de l’ordre constitutionnel futur — et les registres publics de la période de transition sont précisément les éléments de preuve préparés pour cette législation.

Le droit des résidents à l’information doit disposer de mécanismes concrets de mise en œuvre : la publication régulière des recettes et des dépenses des comptes budgétaires, un état d’avancement des versements de pensions qui peut être consulté, et des voies de plainte claires en cas de retenues ou d’arriérés. La transparence n’est pas un slogan, mais un moyen pour chaque résident de vérifier si son propre argent est arrivé — lorsque chacun peut vérifier, le détournement est difficile à cacher. La transparence budgétaire de la période de transition peut aussi inviter des auditeurs indépendants et des groupes civiques à participer à une nouvelle vérification, dont les résultats sont également rendus publics, formant plusieurs couches de supervision.

Pour aller plus loin

Index des Quarante questions sur la république de Chine | 《中华民国四十问》索引 (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Sixième essai introductif : Comment juger si un plan de transition est fiable (https://freechina.live/?p=21238)

Dix-huitième question : Qui maintiendra les gouvernements locaux, les hôpitaux, les écoles et les services publics de base ? (question ultérieure de cette série)

Trente-deuxième question : Comment le gouvernement central et les gouvernements provinciaux et de comté doivent-ils répartir les pouvoirs budgétaires ? (question ultérieure de cette série)

Après un changement de régime, comment éviter la paralysie du système administratif ? (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e6%94%bf%e6%9d%83%e6%9b%b4%e6%9b%bf%e4%b9%8b%e5%90%8e%ef%bc%8c%e5%a6%82%e4%bd%95%e9%81%bf%e5%85%8d%e8%a1%8c%e6%94%bf%e4%bd%93%e7%b3%bb%e7%98%ab%e7%97%aa%ef%bc%9f/)

Références

Index des Quarante questions sur la république de Chine | 《中华民国四十问》索引 (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction/)

Sixième essai introductif, « Comment juger si un plan de transition est fiable » (https://freechina.live/?p=21238) — contraintes institutionnelles et critères vérifiables, cités dans cette question

Textes modèles des Sept Lois (lois modèles proposées, non des lois en vigueur) (https://freechina.live/?p=15848) — options institutionnelles relatives à l’assurance des dépôts, citées dans cette question

Traduit du texte maître en chinois simplifié (publié le 2026-10-31).

← Retour à l’index des Quarante questions (https://freechina.live/governance-public-policy/third-republic-governance-blueprints/roc-history-constitutional-reconstruction-40-questions/)

Également disponible en : 简体中文 (https://freechina.live/%e7%ae%80%e4%bd%93%e4%b8%ad%e6%96%87-simplified-chinese/%e5%a6%82%e4%bd%95%e4%bf%9d%e6%8a%a4%e9%93%b6%e8%a1%8c%e5%ad%98%e6%ac%be%e3%80%81%e5%85%bb%e8%80%81%e9%87%91%e5%92%8c%e5%9f%ba%e6%9c%ac%e8%b4%a2%e6%94%bf%e6%94%af%e4%bb%98%ef%bc%9f/) · 繁體中文 (https://freechina.live/繁體中文-traditional-chinese/如何保護銀行存款養老金和基本財政支付/) · English (https://freechina.live/english/how-can-bank-deposits-pensions-and-basic-fiscal-payments-be-protected/) · Deutsch (https://freechina.live/deutsch/wie-konnen-bankenlagen-renten-und-grundlegende-fiskalische-zahlungen-geschutzt-werden/) · Español (https://freechina.live/espanol/como-proteger-los-depositos-bancarios-las-pensiones-y-los-pagos-fiscales-basicos/)